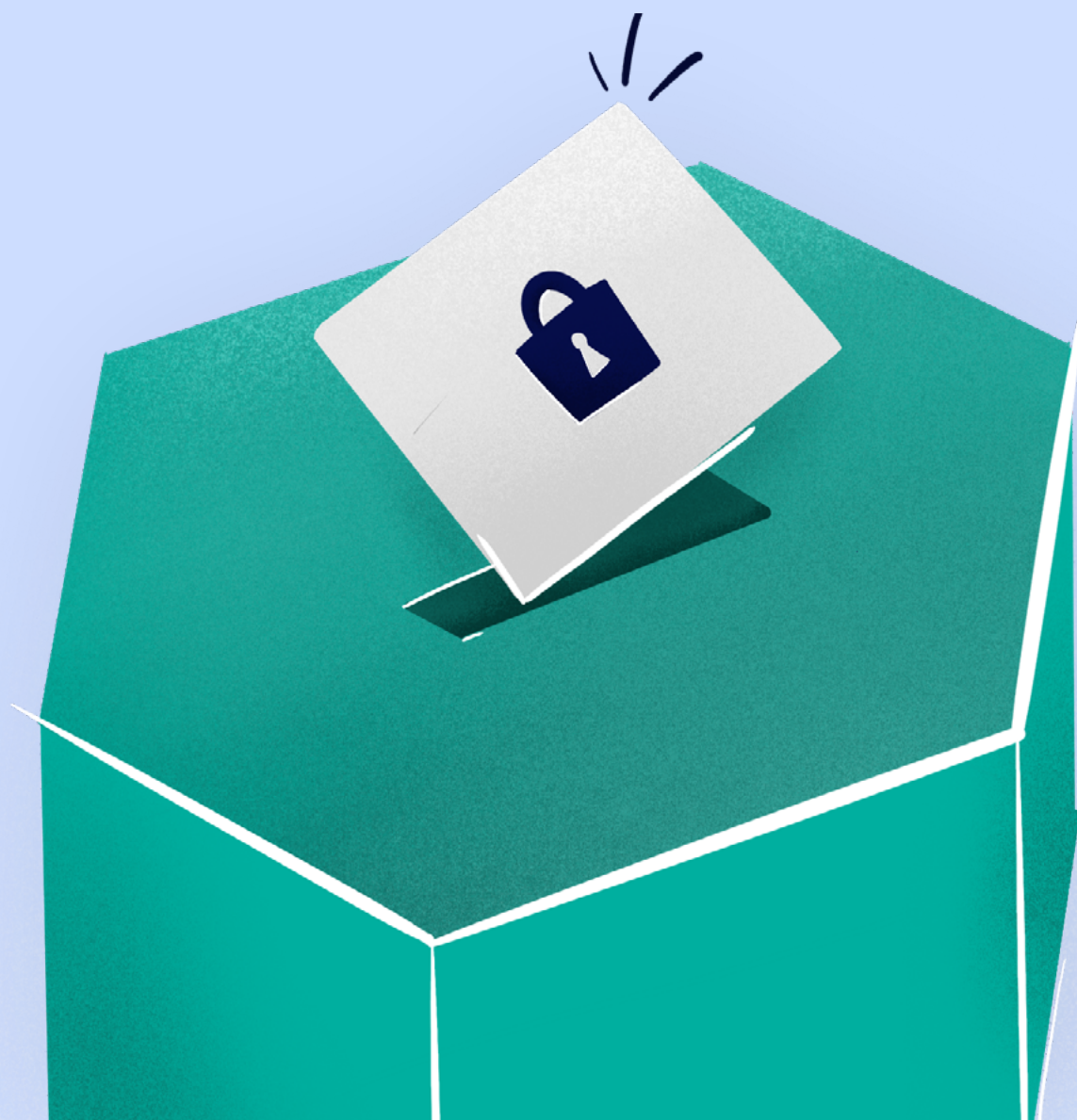


# Manifeste : Pour un numérique souverain au cœur de nos territoires

Hexagone – Engager les élus pour l'indépendance de demain



# L'état d'urgence numérique

## Le constat : une dépendance qui nous fragilise

Aujourd'hui, près de **80% des données cloud des entreprises et administrations européennes** sont hébergées par trois géants américains (AWS, Azure, Google). Cette concentration crée un risque systémique.



### La perte de contrôle juridique

Avec le Cloud Act, les autorités extra-européennes peuvent accéder à des données sensibles, même stockées en Europe.

### Le coût de l'inaction

Selon l'étude de l'ADEME, le numérique représente déjà **2,5 % de l'empreinte carbone de la France** et l'absence de maîtrise de la chaîne de valeur empêche toute politique de sobriété numérique réelle.

## L'échelon local : premier rempart de la démocratie

Les communes gèrent notamment l'état civil, les listes électorales, les données sociales... Pourtant, l'Europe se fragmente et les directives globales tardent à protéger les collectivités.

En 2024, le coût moyen d'une cyberattaque pour une collectivité territoriale en France a été estimé à **plus de 50 000 €** par incident, sans compter l'arrêt des services publics. La résilience n'est plus une option, c'est une obligation de sécurité publique !

# Les trois piliers de la souveraineté

## Résilience et sécurité : garantir la continuité du service

Le numérique souverain n'est pas qu'un choix idéologique, c'est une assurance contre les ruptures de service.

### Contrôle total

En choisissant des solutions certifiées SecNumCloud (par l'ANSSI), les élus garantissent que les données des citoyens restent sous juridiction française.

### Indépendance technique

Éviter l'enfermement propriétaire (Vendor Lock-in) permet de changer de prestataire sans perdre ses données.

## Économie : le multiplicateur local

L'achat public est un levier de croissance massif.

### Réinvestissement

Pour 100 € investis dans une solution logicielle étrangère, moins de 5 € reviennent dans l'économie locale sous forme d'impôts ou d'emplois. Pour une solution française, ce chiffre monte à plus de 60 € (salaires, cotisations, impôts sur les sociétés).

### La commande publique comme moteur

Elle représente environ 10 % du PIB français. Si seulement 20 % de cette commande numérique était basculée vers des acteurs souverains, cela créerait des milliers d'emplois directs.

## Croissance : bâtir une filière d'excellence

Nous disposons de talents exceptionnels, mais ils manquent souvent de «premier client».

### Soutenir l'innovation

En devenant les premiers clients de nos startups et PME, les mairies valident des solutions qui pourront ensuite s'exporter.

### Souveraineté par le choix

Plus la filière est forte, plus les prix deviennent compétitifs face aux monopoles.

# De la vision à l'action : le guide opérationnel de l' élu

La souveraineté numérique ne se décrète pas, elle se pilote. Pour sortir de la dépendance, les collectivités doivent actionner trois leviers concrets : l'audit, la commande publique et le choix technologique.

## L'audit de dépendance : diagnostiquer pour agir

Avant de changer, il faut savoir où l'on se situe. Nous préconisons la mise en place d'un audit concernant les services suivants :

- ✓ Les services de base : Bureautique, emails, stockage de fichiers.
- ✓ Les données sensibles : État civil, dossiers sociaux (CCAS), fichiers électoraux.
- ✓ Les infrastructures : Serveurs, cloud, outils de cybersécurité.

### Bon à savoir :

Une étude du Cigref montre que 80% des grandes organisations se sentent «captive» de leurs contrats logiciels actuels à cause de clauses de sortie complexes et coûteuses.

## La commande publique : levier de souveraineté

Le Code de la commande publique permet, contrairement aux idées reçues, de favoriser la souveraineté sans enfreindre la libre concurrence.

### La clause de territorialité des données :

Exiger que les données soient stockées et traitées exclusivement au sein de l'Union Européenne, sous une juridiction européenne.

### Le critère de «Sécurité et Confidentialité»

Prioriser les solutions labellisées SecNumCloud par l'ANSSI. Ce label est le «Standard Or» de la confiance numérique.

### Le recours aux PME innovantes

Utiliser le dispositif «achats innovants» qui permet de passer des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable jusqu'à 100 000 € HT pour des solutions innovantes.

## Le choix technologique : l'alternative est prête

Il n'existe plus de fatalité technique. Pour chaque outil étranger dominant, une alternative souveraine, souvent plus performante en termes de respect de la vie privée, existe :

| Service                 | Solution Dominante (Dépendante) | Alternative Souveraine (Recommandée)                   |
|-------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------|
| <b>Cloud / Stockage</b> | Microsoft Azure, AWS            | OVHcloud, Outscale (Dassault Systèmes)                 |
| <b>Bureautique</b>      | Office 365, Google Workspace    | OnlyOffice, Hexagone                                   |
| <b>Visioconférence</b>  | Zoom, Teams                     | Hexagone, Linphone                                     |
| <b>Messagerie</b>       | Outlook, Gmail                  | BlueMind, Olvid<br>(messagerie mobile ultra-sécurisée) |

Et tant d'autres !

## L'engagement : les 5 points de la charte Hexagone

En téléchargeant ce manifeste et en signant notre pétition, l'élu s'engage moralement à respecter cette trajectoire :

- Priorité aux outils souverains**  
À fonctionnalités égales, la collectivité s'engage à choisir la solution française ou européenne.
- Transparence des données**  
Garantir aux administrés que leurs données ne sortent pas du cadre juridique européen.
- Soutien à l'innovation locale**  
Réserver au moins 20% du budget d'innovation numérique à des acteurs locaux ou nationaux.
- Formation des agents**  
Sensibiliser les employés municipaux aux enjeux de la guerre économique et de la souveraineté numérique.
- Interopérabilité**  
Refuser les solutions qui «enferment» la collectivité et exiger des formats de données ouverts.



**«La souveraineté  
n'est pas un repli  
sur soi, c'est la  
liberté de choisir  
notre destin  
numérique.»**

### **Conclusion : Serez-vous un acteur ou un spectateur ?**

Le courage politique ne se mesure pas aux discours, mais aux lignes budgétaires. En signant ce manifeste, vous vous engagez à :

- ✓ Privilégier systématiquement l'offre souveraine à compétence égale.
- ✓ Faire de la donnée citoyenne un bien commun protégé.
- ✓ Soutenir activement la création d'emplois numériques sur notre territoire.

Le futur de notre numérique ne doit pas s'écrire ailleurs. Il s'écrit ici, par vos décisions.

**Signez ici : <https://c.org/9mbXNCxfxY>**



11 avenue Jean Jaurès,  
Le Creusot 71200

[www.interstis.fr](http://www.interstis.fr)



[in/interstis](https://www.linkedin.com/company/interstis)



[@interstis](https://www.instagram.com/interstis)



[fb/interstis](https://www.facebook.com/interstis)



[tw/interstis](https://twitter.com/interstis)